



Numéro PPQ/

mardi 7 mars 2017

## Les grands titres:

- En visite en Somalie, le chef de l'ONU António Guterres réclame un soutien mondial pour éviter la famine
- Le HCR préoccupé par le projet de la Hongrie visant à mettre en détention tous les demandeurs d'asile
- Les avancées réalisées par les femmes sont attaquées, prévient le chef des droits humains
- Les catastrophes dans les Amériques soulignent l'urgence de mettre en œuvre des stratégies de réduction de risques, selon l'ONU
- Ukraine : l'OIM a besoin de 25 millions de dollars pour aider des dizaines de milliers de personnes dans l'est
- Le HCR souligne l'impératif humanitaire pour les réfugiés suite à l'annonce du décret américain
- Iraq : le HCR ouvre un nouveau camp pour accueillir des déplacés de Mossoul

## En visite en Somalie, le chef de l'ONU António Guterres réclame un soutien mondial pour éviter la famine



Des femmes déplacées par la sécheresse attendent de rencontrer le Secrétaire général de l'ONU António Guterres lors de sa visite à Baidoa, en Somalie. Photo ONU Info/Laura Gelbert

**7 mars** - En visite mardi en Somalie, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a réclamé un soutien international pour éviter la famine dans ce pays africain frappé par la sécheresse et pour freiner la propagation du choléra.

« Il est possible d'éviter le pire. Il est possible en Somalie d'éviter une situation comme celle que nous avons observée en 2011 », a dit M. Guterres devant des journalistes à Mogadiscio, la capitale somalienne, faisant référence à la famine qui a tué beaucoup de Somaliens cette année-là.

Près de la moitié de la population somalienne, soit 6,2 millions de personnes, a actuellement besoin d'aide, dont 330.000 enfants souffrant de malnutrition aiguë. Le chef de l'ONU a souligné que 825 millions de dollars étaient nécessaires pour venir en aide à 5,5 millions de personnes pendant six mois.

« Sans ce soutien, nous aurons une tragédie absolument inacceptable », a ajouté M. Guterres lors de ce point de presse avec le Président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo. « Il y a une excellente coopération entre le Président, le gouvernement et la communauté humanitaire - la famille des Nations Unies, les ONG et la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge. Il y a un plan d'intervention. Il y a les moyens sur le terrain. Mais nous avons besoin d'un soutien massif de la part de la communauté internationale ».

Le chef de l'ONU a précisé que 3,3 millions de personnes ont besoin d'un soutien sanitaire, alors que le choléra s'est développé et vient s'ajouter à la menace de famine. Au cours des deux derniers mois, 7.731 cas de choléra ont été enregistrés, dont 183 personnes décédées. Rien que la semaine dernière, il y a 1.352 cas de choléra et 38 personnes décédées. « C'est en train de s'accélérer », a prévenu le Secrétaire général.



Il a également souligné que le pays connaissait « un moment d'espoir » avec un nouveau Président élu et un nouveau Premier ministre désigné.

« Il y a un engagement très fort pour renforcer la sécurité et aussi améliorer la capacité du gouvernement à commencer à fournir des services efficaces à la population », s'est félicité M. Guterres.

Après Mogadiscio, le chef de l'ONU s'est rendu à Baidoa, dans le sud-ouest de la Somalie pour observer l'impact de la sécheresse.

Le chef de l'ONU y a rencontré les autorités locales et a visité deux camps de personnes déplacées par la sécheresse. Il s'est aussi rendu dans un hôpital où il a visité la section s'occupant des malades du choléra.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, se trouvait lundi en Somalie pour évaluer la sécheresse. Il a également estimé nécessaire d'agir « rapidement, maintenant et ensemble ».

## Le HCR préoccupé par le projet de la Hongrie visant à mettre en détention tous les demandeurs d'asile



Des migrants pakistanais à Kos, en Grèce, montrent une carte avec des informations sur la fermeture de la frontière hongroise et suggérant de passer par la Croatie. Photo OIM

**7 mars** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit profondément préoccupé par une nouvelle loi qui a été votée mardi au Parlement hongrois et qui prévoit la détention obligatoire de tous les demandeurs d'asile, y compris de nombreux enfants, pour toute la durée de la procédure d'asile.

« Dans la pratique, cela signifie que tous les demandeurs d'asile, y compris les enfants, seront détenus dans des conteneurs entourés d'une clôture de fil de fer barbelé, à la frontière pendant une longue période », a souligné une porte-parole du HCR, Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève.

Selon l'agence onusienne, cette nouvelle loi déroge aux obligations de la Hongrie en vertu des lois internationales et de la législation de l'Union européenne. Par ailleurs, elle aura un impact sérieux aux niveaux physique et psychologique sur les femmes, les enfants et les hommes ayant déjà beaucoup souffert.

« Nous avons déjà fait état de nos vives inquiétudes quant aux obstacles physiques que la Hongrie a déjà établis, ainsi qu'aux obstacles législatifs et politiques, rendant presque impossible pour les demandeurs d'asile d'entrer dans le pays, d'y demander l'asile et de pouvoir bénéficier de la protection internationale », a dit la porte-parole du HCR.

En vertu de la législation internationale et des lois de l'UE, la détention de réfugiés et de demandeurs d'asile ne peut être justifiée que pour un nombre limité de motifs et seulement si elle est nécessaire, raisonnable et proportionnée.

Pour cela, les autorités doivent déterminer s'il existe des mesures moins coercitives ou intrusives pour atteindre ces objectifs, sur la base d'une évaluation des circonstances particulières propres à chaque personne.

« Les alternatives à la détention doivent toujours être envisagées en premier lieu. Ne pas le faire pourrait rendre la détention arbitraire », a souligné Mme Pouilly. « Les enfants ne devraient jamais être détenus quelles que soient les circonstances car la détention n'est jamais dans l'intérêt supérieur de l'enfant ».

## Les avancées réalisées par les femmes sont attaquées, prévient le chef des droits humains



Les femmes et les filles dans l'industrie de la confection sont souvent forcées d'accepter des salaires faibles et des heures supplémentaires. Photo OIT/A. Khemka

**7 mars** - A la veille de la Journée internationale des femmes, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a prévenu mardi que les progrès réalisés par les femmes ces dernières décennies font aujourd'hui l'objet d'attaques à travers le monde.

« Nous devons être vigilants. Les avancées des dernières décennies sont fragiles et ne devraient jamais être tenues pour acquises », a dit M. Zeid, dans une déclaration pour cette Journée qui est célébrée chaque année le 8 mars.

Selon lui, il est « extrêmement troublant » de voir le récent démantèlement de lois importantes dans ce domaine dans de nombreuses parties du monde. Ce mouvement s'appuie sur « l'obsession renouvelée de contrôler et de limiter les décisions des femmes concernant leur corps et leur vie » et sur l'idée selon laquelle « le rôle de la femme devrait être essentiellement restreint à la reproduction et à la famille », a-t-il dit.

Le Haut-Commissaire a pris pour exemple les récentes lois au Bangladesh, au Burundi et en Russie, qui affaiblissent les droits des femmes à lutter contre le mariage des enfants, le viol conjugal et la violence domestique. Il a également noté la « résistance acharnée » en République dominicaine, El Salvador, Honduras et Nicaragua aux efforts pour ouvrir l'accès aux droits sexuels et reproductifs.

« Avec les jeunes concentrés dans les pays en développement, les mesures rétrogrades refusant aux femmes et aux filles l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive auront un effet dévastateur », a déclaré M. Zeid, notant la hausse des décès maternels, des grossesses non désirées, la diminution du nombre de filles finissant leur scolarité et l'impact économique de l'incapacité à intégrer pleinement les femmes dans le marché du travail.

A l'inverse, M. Zeid a salué les mouvements de femmes dans des pays comme l'Argentine, la Pologne et l'Arabie saoudite, où des femmes et des hommes sont descendus dans la rue pour exiger des changements. Selon lui, il faut « protéger les gains importants du passé et maintenir la dynamique positive ».

### *Les femmes comme agents actifs du changement*

En Afrique, les femmes continuent de se voir refuser le plein exercice de leurs droits dans tous les pays, selon un nouveau rapport publié mardi et intitulé 'Droits des femmes en Afrique'.

Les statistiques montrent que certains pays africains n'ont pas de protection juridique pour les femmes contre la violence domestique, que celles-ci sont forcées de subir des mutilations génitales et de se marier quand elles sont encore des enfants.

Cependant, en Afrique - comme partout dans le monde - lorsque les femmes exercent leurs droits à l'éducation, aux compétences et à l'emploi, il y a une plus grande prospérité, des résultats positifs pour la santé, une plus grande liberté et un meilleur bien-être, non seulement pour les femmes mais pour toute la société.

« Lorsque toutes les femmes auront la possibilité de faire leurs propres choix et de partager les ressources, les opportunités et les décisions en tant que partenaires égales, toute la société en Afrique sera transformée », a dit M. Zeid

dans l'avant-propos de ce rapport.

Parmi ses recommandations, le rapport appelle les gouvernements africains à encourager l'emploi productif et à plein temps des femmes, à reconnaître l'importance des soins non rémunérés et du travail domestique et à garantir aux femmes l'accès et le contrôle de leurs propres ressources économiques et financières.

Le rapport insiste sur le fait que les femmes ne doivent pas être considérées uniquement comme des victimes mais, par exemple, comme des agents actifs dans les processus formels et informels de consolidation de la paix.

## Les catastrophes dans les Amériques soulignent l'urgence de mettre en œuvre des stratégies de réduction de risques, selon l'ONU



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophes, Robert Glasser, s'exprimant lors de l'ouverture de la Cinquième Plateforme régionale de réduction des risques de catastrophes dans les Amériques, à Montréal, au Canada, le 7 mars 2017. Photo : UNISDR

**7 mars** - A l'ouverture mardi de la cinquième Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes des Amériques à Montréal, au Canada, le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), Robert Glasser, a souligné la nécessité de rapidement mettre en œuvre des stratégies nationales et régionales sur le continent américain.

« Il est important de passer d'une gestion des catastrophes à une gestion des risques de catastrophes », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la prévention des risques de catastrophes, Robert Glasser, dans son discours de bienvenue aux participants, rappelant que ce principe de base doit guider la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes pour la période 2015-2030.

Citant l'exemple d'Haïti, M. Glasser a rappelé que 546 décès ont été confirmés et que 128 personnes sont toujours portées disparues après le passage de l'ouragan Matthew. Des chiffres « terriblement perturbants » pour le Représentant spécial qui a rappelé l'importante aide internationale apportée à Haïti par le passé après le tremblement de terre de 2010. L'ouragan Matthew « fut un test difficile de la préparation de la région (des Amériques) face à un événement que nous allons sans doute voir plus fréquemment en raison du changement climatique », a-t-il prévenu.

Pour le Représentant spécial, l'exemple de l'ouragan Matthew illustre la nécessité pour les gouvernements et les donateurs d'accélérer les efforts visant à améliorer les systèmes de prévention et d'alerte des risques de catastrophes.

« En attendant la réalisation d'une augmentation substantielle des stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe, nous devons assurer une coordination et une cohérence étroites avec d'autres accords et processus internationaux, y compris le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le changement climatique », a insisté le chef d'UNISDR.

Hôte de cette plateforme régionale, le gouvernement canadien par la voie de son Ministre de la sécurité publique et de la protection civile, Ralph Goodale, a réaffirmé son engagement « à apprendre des autres, à collaborer et être à jour » dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes. « Aucun pays des Amériques n'est à l'abri des risques de catastrophes », a-t-il dit dans son discours de bienvenue, rappelant qu'un pays développé comme le Canada est également confronté aux risques liés aux incendies de forêts, aux inondations et aux tempêtes.

Lors de cette première journée, les participants devaient discuter des rôles respectifs et partagés des gouvernements, des milieux universitaires et du secteur privé pour assurer la compréhension des risques dans les Amériques. Ils devaient également passer en revue les indicateurs pour mesurer les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs mondiaux du Cadre de Sendai ainsi que les Objectifs de développement durable (ODD).

## Ukraine : l'OIM a besoin de 25 millions de dollars pour aider des dizaines de milliers de personnes dans l'est



Les personnes âgées sont durement frappées par le conflit dans l'est de l'Ukraine. Photo OIM/ONU/Volodymyr Shuvayev

**7 mars** - Pour répondre aux besoins urgents de 180.000 personnes dans l'est de l'Ukraine, l'agence des Nations Unies pour les migrations (OIM) a annoncé mardi des projets pour leur fournir une assistance sous forme de couvertures, d'argent pour payer les factures d'électricité et de soutien psychologique.

Au total, l'OIM a besoin de 25 millions de dollars pour financer ces projets.

« Beaucoup de ceux qui ont besoin d'une aide urgente sont pris au piège dans des villages situés le long de la ligne de contact, sans combustible pour se chauffer et cuisiner, sans eau chaude, sans nourriture ou produits de première nécessité », a déclaré le chef de la mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Ukraine, Manfred Profazi.

Depuis avril 2014, près de 10.000 personnes ont été tuées dans des combats dans l'est de l'Ukraine et près de 23.000 autres blessées.

En outre, on estime que 3,8 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, selon les chiffres de l'OIM. Plus de la moitié de ces personnes sont déplacées à travers le pays « sans emploi, luttant pour payer leurs factures d'eau et d'électricité et manquant d'argent pour la nourriture et les frais médicaux », a précisé l'agence.

L'une des préoccupations est que les déplacements massifs augmentent le risque de traite des êtres humains. Outre les préoccupations humanitaires, l'OIM cherche à aider les communautés déplacées à travailler ensemble pour renforcer la confiance mutuelle.

« Les trafiquants connaissent le marché et cherchent à exploiter de manière cynique les personnes vulnérables qui ont besoin d'aider leurs familles. Nous travaillerons avec les communautés à la fois pour empêcher que cela ne se produise et pour aider les victimes », a déclaré M. Profazi.

## Le HCR souligne l'impératif humanitaire pour les réfugiés suite à l'annonce du décret américain



Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. Photo HCR/S. Hopper (archives)

**7 mars** - Après la signature lundi d'un décret américain sur la réinstallation des réfugiés aux Etats-Unis, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rappelé que les réfugiés sont des personnes comme les autres qui fuient la guerre, la violence et la persécution sévissant dans leur pays d'origine et qui ont besoin de toute urgence d'une aide vitale et de protection.

« Assurer la protection demeure impératif pour les personnes fuyant la violence meurtrière, et nous sommes préoccupés par cette décision, même si elle n'est que temporaire, car elle pourrait générer de l'angoisse chez les personnes concernées », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, dans un communiqué de presse. « Le HCR travaille conjointement depuis longtemps avec les Etats-Unis pour trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, et nous espérons poursuivre ce partenariat ».

Selon la presse, le nouveau décret américain interdit l'entrée aux Etats-Unis pour les visiteurs de six pays majoritairement musulmans (Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen). Un septième pays, l'Iraq, inclus dans un précédent décret, a été retiré.

Le HCR a dit qu'il restait disposé « à travailler de façon constructive avec le gouvernement américain pour garantir que tous les programmes pour les réfugiés répondent aux normes les plus élevées en matière de sécurité et de sûreté ».

« Les Américains jouent depuis longtemps un rôle essentiel dans la promotion de la stabilité mondiale tout en donnant l'exemple en matière d'idéaux humanitaires, allant de l'appui fourni dans les situations d'urgence à travers le monde, à l'accueil sur le territoire américain de familles parmi les plus vulnérables afin qu'elles puissent reconstruire une nouvelle vie dans la sécurité, la liberté et la dignité », a ajouté l'agence onusienne. « Alors que les déplacements forcés de populations sont à un niveau sans précédent, ce rôle de chef de file s'avère plus que jamais nécessaire ».

## Iraq : le HCR ouvre un nouveau camp pour accueillir des déplacés de Mossoul



Un garçon âgé de 3 ans dans un camp de déplacés près de Mossoul, en Iraq. Photo HCR/Caroline Gluck

**7 mars** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi avoir ouvert un nouveau camp dans la région de Mossoul, en Iraq, pour accueillir de nouvelles personnes déplacées par la récente offensive de l'armée iraquienne pour reprendre la partie ouest de cette ville des mains de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

« Les camps à l'est se remplissent rapidement, tandis que ceux au sud sont pleins. Plus de 195.000 personnes sont actuellement accueillies dans les 21 camps construits par les agences des Nations Unies et le gouvernement autour de Mossoul, et il y a actuellement de la place pour 109.000 nouveaux arrivants dans les camps existants », a expliqué une porte-parole du HCR, Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève.

Le HCR est en train de construire deux camps supplémentaires près de Mossoul pour

39.000 déplacés. L'agence est également en train de monter 19 tentes dans le camp de Hammam al-Alil pour servir de centres d'accueil et de zone de transit. Elle étudie aussi l'expansion des capacités dans les camps au nord de la ville. Le plus grand défi est de trouver des terrains appropriés pour construire de nouveaux camps.

Le camp de Chamakor ouvert cette semaine, situé à l'est de Mossoul, a reçu ses premiers 200 résidents lundi. « D'autres arrivées sont attendues mardi et pendant toute la semaine. Il est prêt à accueillir immédiatement 6.600 personnes », a précisé la porte-parole.

La faim et l'insécurité ont été citées comme des facteurs clés dans la décision de fuir par les familles nouvellement déplacées.

« Les nouveaux arrivants sont désespérés, visiblement traumatisés, affamés et déshydratés. Beaucoup sont arrivés sans chaussures et portant des vêtements trempés, ayant parcouru de longues distances pour se trouver en lieu sûr aux points de contrôle tenus par le gouvernement », a dit Mme Pouilly.

Actuellement, plus de 211.000 Iraquiens ont été déplacés par les combats à Mossoul, dont plus de 50.000 depuis le début des récentes opérations dans l'ouest de Mossoul qui ont démarré le 19 février.